



## Articles

- 1 **Éditorial** : Du préjugé au traitement inhumain et dégradant,  
par *Benoît Van Keirsbilck*
- 3 La place du mineur dans la Convention européenne des droits de l'Homme,  
par *Grégory Thuan*
- 15 MENA : les décisions grotesques de l'Office des étrangers – Le Conseil du Contentieux des étrangers se prononce en faveur des mineurs et annule les décisions,  
par *Charlotte Van Zeebroeck*
- 17 Scolarisation des enfants roms en Belgique. Paroles de parents,  
par *Iulia Hasdeu pour la Fondation Roi Baudouin*
- 22 Bonnes feuilles : Comment priver un enfant de son père,  
par *Marcello Sereno*

## Documents

- 32 Avis n° 96 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse sur le projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant des conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services privés de formation et de perfectionnement visés à l'article 54 du Décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse
- 32 Avis n° 97 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse sur les projets d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française concernant le dispositif de crise et d'urgence

## Fiche - JDJ

- 42 Protection et aide à la jeunesse des mineurs en danger,  
par *Julie Delmer*

## Jurisprudence

### Conseil du Contentieux des étrangers 24 avril 2009 - Arrêt n° 26.294

MENA – Circulaire du 15 septembre 2005 – Délivrance d'un ordre de reconduire – Solution durable – Obligation de motivation (violation) – Principe de bonne administration (violation) – Erreur manifeste d'appréciation – Droit d'être entendu – Annulation

33

### Conseil du contentieux des étrangers 26 mars 2009 - Arrêt n° 25.108

MENA – Refus de délivrer une déclaration d'arrivée – Intérêt à agir – Motivation formelle des actes administratifs (violation) – Annulation

34

### Cour Trav. Liège (Section Namur - 13<sup>ème</sup> Ch.) - 3 mars 2009

Aide sociale - Mineur d'âge - Compétence du CPAS - Situation de détresse - Obligation de quitter le domicile familial - Absence de mesure de placement décidée par le SAJ et d'intervention du Parquet - Priorité de l'aide sociale - Recours aux débiteurs d'aliments - Faculté - Opportunité - Loi du 8 juillet 1976, art. 1, 57 et 60; Décret Conseil Communauté française du 4 mars 1991, art. 3, 36 et 53

*Commentaire d'Ingrid Gilles*

37

